



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

12/03/2026

Résumé des questions économiques et sociales: ***semaine n° 270 du 12 mars 2026***

ÉDITO

Le mardi 10 mars dans le patio de la CGT à Montreuil, la FNIC-CGT avait invité ses amis et camarades à fêter la victoire constituée par la décision du conseil constitutionnel considérant que Timothée Esprit, secrétaire fédéral de la FNIC CGT et menacé de plusieurs licenciements par son employeur Toray², est bien un salarié protégé par ses mandats ! Timothée subit un véritable rouleau compresseur répressif organisé par son patron et a vécu un premier licenciement illégal au printemps 2024. Son employeur avait alors saisi le Conseil Constitutionnel et l'avait traîné, devant l'une des plus hautes juridictions de France pour faire valoir qu'il ne disposait d'aucune protection contre le licenciement, lui permettant ainsi de s'en débarrasser sans autorisation préalable. Il faut mesurer la portée d'une décision contraire qui aurait exposé des milliers de salariés syndicalistes de classe à la merci de l'arbitraire patronal. Avec raison et force Serge Allegre, secrétaire général de la FNIC-CGT et Timothée Esprit ont souligné la portée de ce succès et ont insisté sur le sens politique de la répression s'abattant sur les militants de lutte de notre classe : le capitalisme à la recherche d'un nouveau souffle dans l'exploitation du travail salarié pour assurer ses profits et l'accumulation du capital, dans un contexte d'affrontements violents au sein du système impérialiste a choisi la militarisation de l'économie et de la guerre et au plan politique celui du Rassemblement National. Dans cette voie, il faut faire taire la lutte de classe en maniant le bâton répressif contre ceux qui mettent en cause le pouvoir de la bourgeoisie et entraîner le mouvement syndical dans la collaboration de classe avec le *dialogue social*.

Concernant le Parti Révolutionnaire Communistes, le choix est clair : c'est celui de la lutte de classe contre le capitaliste et l'impérialisme, la lutte pour les abattre et ouvrir la voie à un changement révolutionnaire de la société

Sommaire :

Luttes

- * 8 mars journée internationale de lutte pour les droits des femmes
- * Rassemblement le 10 mars devant le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche
- * Grève à l'usine des Salins du Midi de Varangéville
- * Pour l'emploi, les salariés de Ziegler près de Bayeux se mobilisent
- * La CGT officiers veut une réunion d'urgence au sujet des marins français bloqués dans le golfe Persique
- * Falaise (Calvados) : pour le maintien des consultations de cardiologie
- * Hôpital en crise sur l'île de beauté
- * Modèle inédit de gouvernance d'un CHU en France
- * Refus du PSE de Flunch
- * Le personnel des crèches de Cherbourg pour plus de reconnaissance et de meilleures conditions de travail
- * Alès : la CGT alerte sur la situation de l'emploi
- * Les dockers du port de Rouen mobilisés tous les lundis
- * Une explosion a eu lieu dans l'usine de Gli Chemet à Bischwiller (Bas-Rhin)
- * L'académie de Dijon doit rendre 164 postes, 81 dans le 1er degré dont 33 en Côte d'Or et 83 dans le 2nd degré
- * Grève au lycée Georges-Brassens à Rive-de-Gier

- * Stop à l'acharnement contre la CGT chez CMP !
- * Licenciement d'un militant CGT à Orléans
- * Cdiscount : tout est discount même les salaires !
- * Eiffage Energie Systèmes Clévia Normandie de Saint-Étienne-du-Rouvray en grève
- * Les habitants aux côtés des soignants pour défendre le centre hospitalier d'Ancenis-Saint Géréon (Loire Atlantique)

Économie

- * Choc énergétique
- * Pour chaque bombe meurtrière, la bourse de Tel-Aviv grimpe : le capitalisme c'est la guerre
- * Chine 15^e plan quinquennal
- * Paris : non à la privatisation de la gestion de la piscine de Château Landon
- * Limoges, les salariés d'Alinéa inquiets face à la nouvelle offre de reprise
- * Volkswagen 50.000 suppressions d'emplois* Nissan dans le rouge

International et Solidarité internationaliste

- * Université Paris-Saclay : Des étudiants mobilisés contre l'impérialisme et la guerre
- * Le Parti Communiste du Québec solidaire de Cuba
- * Algérie : quand la charité patronale tente de masquer l'injustice sociale³
- * Solidarité de la FSM avec les mineurs turcs
- * Grève des marins en Grèce
- * Venezuela : le Parti Communiste denonce la main mise des États-Unis sur le pétrole
- * Tahiti : Le groupe OPT (Office des postes et Télécommunication à l'arrêt)
- * Le Parti Communiste Irakien condamne l'agression américano-israélienne contre l'Iran et réaffirme sa solidarité avec le peuple iranien

Luttes



150 manifestations en France le 8 mars concernant la journée internationale de lutte pour les droits des femmes, des dizaines de milliers de manifestantes et manifestants et toujours la Palestine au cœur des cortèges. Dans le monde des centaines de milliers dans la rue contre la guerre impérialiste, l'économie de guerre et l'exploitation¹

8 mars journée internationale de lutte pour les droits des femmes

Dimanche 08 mars, les manifestations autour de la journée internationale des droits des femmes ont rassemblé 200.000 personnes dont 130.000 à Paris selon la CGT. Cette journée d'action, devenue incontournable pour les luttes féministes, est l'héritière directe des luttes socialistes et ouvrières du début du XX siècle. Comme, par exemple, la lutte des transbordeuses en 1906. Ce fut la toute première grève 100% féminine. A la gare de Cerbère les femmes transbordaient les chargements des trains venus d'Espagne (des paniers d'agrumes de plusieurs kilos) vers les trains français. Au bout d'un an de grève et avec actions fortes comme bloquer la gare pendant 24 heures ou s'allonger sur les rails, elles finirent par obtenir gain de cause : l'augmentation de leur salaire.

Rassemblement le 10 mars devant le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche

Un rassemblement s'est tenu le 10 mars devant le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche à l'occasion de la tenue du CNESER. Paris, le 10 mars 2026

A l'appel de l'intersyndicale de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR), les personnels du service public de l'ESR se sont mobilisés le 10 mars dans les universités, devant les rectorats, devant le ministère de l'ESR : contre les suppressions de postes dans le service public, la mise au pas des universités et des organismes nationaux de recherche par leur sous-financement chronique, et afin d'obtenir les moyens nécessaires à la formation des enseignants...l'amélioration des conditions de travail et d'études pour les étudiants. Le CNESER plénier s'est prononcé contre le budget de l'ESR 60 contre et 10 abstentions. Ce vote universités a des budgets en

déficit. Ce vote est un véritable camouflet pour le gouvernement et tous ceux des partis politiques ayant permis le vote de ce budget au parlement.

Un bref compte-rendu du CNESER

La Commission Nationale de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (CNESER) s'est réunie le 10 mars de sorte, notamment, émettre un avis au sujet de la répartition du budget par Etablissement du budget de l'enseignement supérieur et du budget recherche.

Le budget alloué s'élève à 15,7 milliards d'€ (+300 M€ par rapport à 2025). La plupart des délégations syndicales du personnel et les représentants des étudiants ont déploré le manque d'efforts évidents dans ces décisions budgétaires. En guise de réponse, le ministère a fait valoir que l'Enseignement supérieur et la recherche ont été une priorité dans un contexte de budget de l'Etat très contraint.

Concernant les opérations immobilières, la loi de finances prévoit une enveloppe de 400 millions d'€ pour la maintenance et logistique immobilière, jugée très insuffisante par rapport à l'état des locaux dans nombre d'Établissements de l'enseignement supérieur.

La décision très médiatisée du repas à 1€ en faveur des étudiants ne prendra effet qu'au mois de mai (!) avec une enveloppe de 50 M€ pour l'accompagner (par exemple, recrutement de personnel supplémentaire pour faire face à une hausse de fréquentation, aménagement des espaces de restauration, etc.)

Les débats, autour de cette présentation, a été l'occasion pour les syndicats étudiants et des salariés de rappeler les réalités de la précarité étudiante. A cet égard, soulignons la baisse du nombre de boursiers (baisse des bourses sur critères sociaux par rapport à 2025).

Dans la même séance, le ministère a présenté une liste impressionnante de formations privées (328 pages, une trentaine de formation par page !) celles-ci seront incluses par Parcours Sup. L'Etat se désengage et compte sur le secteur privé !

Grève à l'usine des Salins du Midi de Varangéville

Une soixantaine de salariés de l'usine des Salins du Midi de Varangéville en Meurthe-et-Moselle se sont mis en grève le jeudi 5 mars 2026 dénonçant une dégradation du climat social dans l'entreprise et un management "brutal". La direction s'est engagée à mener une enquête sociale. Il s'agit, notons le, de la dernière mine de sel en activité en France.

Pour l'emploi, les salariés de Ziegler près de Bayeux se mobilisent

Dans le numéro 269 du Résumé ecosoc⁴, nous avons traité de la situation de l'entreprise Ziegler avec la menace de suppression de 1370 emplois. Le 6 mars, Pour l'emploi, les salariés de Ziegler près de Bayeux se sont mobilisés devant le site du transporteur routier exprimant leurs vives inquiétudes. Les camions ne sortent plus faute de clients. Les salaires de février n'ont pas été intégralement versés et l'entreprise est placée en redressement judiciaire. Ziegler est une entreprise belge, sa filiale française a été placée en redressement judiciaire par le tribunal de commerce de Lille menaçant près de 1.400 emplois dans les 58 agences françaises dont celle de l'agglomération de Bayeux.

La CGT officiers demande une réunion d'urgence au sujet des marins français bloqués dans le golfe Persique

Après plusieurs attaques contre des navires marchands dans le détroit d'Ormuz et le Golfe d'Oman, l'Organisation maritime internationale (OMI) alerte sur la sécurité des équipages. Au moins six marins ont été tués depuis le 1er mars, tandis qu'environ 20.000 gens de mer se trouvent toujours à bord de navires exposés dans la région. La FOMM CGT demande une réunion d'urgence des quatre armateurs présents dans la zone de guerre, impliquant plus de 50 marins français, avec les organisations syndicales représentatives au sujet des nombreuses questions posées par la situation des marins français dans le golfe Persique.

Falaise (Calvados) : pour le maintien des consultations de cardiologie

L'INDECOSA (INformation et DÉfense des CONsommateurs SALariés) CGT, a lancé une pétition pour le maintien des consultations de cardiologie à l'hôpital de Falaise. Depuis plusieurs années le nombre de cardiologues assurant des consultations au Centre Hospitalier de Falaise est passé de trois à un seul, ne pouvant répondre aux besoins de la population. Des solutions avec le GHT (groupement hospitalier du territoire) et le CHU doivent être trouvées.

Hôpital en crise sur l'île de beauté

A Ajaccio, l'Hôpital de la Miséricorde vit une crise dans plusieurs de ses services.

Les brancardiers sont en grève depuis trente jours, demandant le départ du directeur visé par trois plaintes. Les médecins urgentistes alertent sur leurs conditions de travail et le service administratif se plaint de harcèlement.

Dans ce contexte, une Commission Médicale d'Etablissement organisée exclusivement avec les médecins urgentistes a permis à ces derniers d'obtenir gain de cause tout en restant dans une position neutre vis-à-vis de leurs collègues en lutte.

Le manque d'unité de ce mouvement a eu pour résultat de satisfaire uniquement le service des urgences qui obtient le soutien de la direction, Ceci est un désaveu indirect des médecins urgentiste concernant les revendications de l'ensemble des salariés. Ceci alors que la direction est accusée d'entrave au droit syndical et que des plaintes ont été déposées par les salariés.

Modèle inédit de gouvernance d'un CHU en France

Le CHU de Nice, déclaré troisième hôpital le plus endetté de France a vu son mode de gouvernance changer en donnant davantage de responsabilité à des médecins désignés comme chefs de pôle. Ce modèle se calque sur celui des hôpitaux américains, induisant la création d'une délégation des budgets, de gestionnaires financiers et de services de recrutement.

C'est après une visite de l'ARS constatant un surplus de personnel que ce projet a été appuyé par Macron et ce changement a des effets délétères pour le personnel.

Le gastro-entérologue Thierry Piche exerçant dans ce CHU a déposé plainte pour harcèlement institutionnel. Il fait état d'un système de management brutal poussant le personnel à la démission. Des relations toxiques dans le personnel sont entretenues par la direction et celle-ci organise des situations en sous-effectif. Les conséquences sont la mise en souffrance du personnel et de la réduction de la qualité des soins.

Pour exemple: les feuilles d'événements indésirables permettant de signaler des événements inhabituels et des problématiques vécues sur le terrain par les équipes du CHU restent non-traitées et sans réponses de la direction!

Le rapport de force va tendre à se durcir puisque la Commission Médicale d'Etablissement et les chefs de pôles sont en rang derrière la direction qui affirme être bienveillante et apporter des réponses aux problèmes.

L'hôpital en crise se réinvente on le voit par un modèle de gouvernance inédit en France, le modèle capitaliste annonçant la fin du modèle social et de financement dont nous pouvions être fiers: proposer de soigner tout le monde selon ses ressources et ne pas réserver une médecine uniquement pour ceux qui en ont les moyens.

Refus du PSE de Flunch

Selon la CGT commerce, l'Administration a désavoué la stratégie de contournement du groupe Mulliez en refusant de valider le PSE de Flunch et en confirmant le point de vue défendu par la CGT. En effet, le groupe Mulliez ne peut être fragmenté pour échapper à ses obligations sociales. En s'appuyant explicitement sur l'arrêt de la Cour administrative d'appel de Douai, l'Administration reconnaît l'existence d'un groupe dirigé conjointement par ACANTHE, VALOREST et CIMOFAT. Le montage consistant à limiter le PSE au seul périmètre de SURESTAG, holding du secteur restauration, visait à réduire artificiellement les obligations de reclassement. Cette stratégie est aujourd'hui sanctionnée. Le constat est sans appel :

*Les représentants du personnel n'ont pas été correctement informés et consultés

*Le reclassement a été indûment restreint au seul secteur restauration ;

*L'accord collectif dérogeait à l'obligation légale d'examiner les possibilités de reclassement dans l'ensemble du groupe Mulliez.

En clair : le PSE était construit sur un périmètre erroné et ne pouvait être validé. La CGT le disait depuis la décision de la CAA de Douai, alors même que la famille Mulliez entretenait une communication bien différente : on ne peut pas invoquer la puissance d'un groupe quand tout va bien et l'ignorer quand il s'agit de protéger l'emploi. La Fédération CGT Commerce et Services salue cette décision c'est une victoire pour les salariés. Elle rappelle une règle simple : les grands groupes doivent assumer leurs responsabilités, partout et pour tous.

Le personnel des crèches de Cherbourg pour plus de reconnaissance et de meilleures conditions de travail

Le 2 mars, les crèches de la ville de Cherbourg-en-Cotentin ont été fermées. Le personnel répond à un appel à la grève des syndicats demandant à la fois davantage de moyens et une meilleure reconnaissance de la pénibilité du travail.

Alès : la CGT alerte sur la situation de l'emploi

Le syndicat alerte sur l'augmentation du chômage dans la deuxième ville du Gard atteignant 15,6%⁵.

Les dockers du port de Rouen mobilisés tous les lundis

lundi 9 mars, les dockers ont manifesté quai Boisguilbert, devant la direction du Port de Rouen. Un seul mot d'ordre : l'emploi. " On sera là tous les lundis " affirment-ils. Yann Mallet, syndicaliste CGT du Syndicat des ouvriers dockers et assimilés du port de Rouen explique : " On réclame des emplois qui nous ont été spoliés

depuis 1992. Plein de postes sont aujourd'hui gérés par d'autres conventions collectives depuis la réforme portuaire, et on les revendique. "

Une explosion a eu lieu dans l'usine de Gli Chemet à Bischwiller (Bas-Rhin)

"Un ouvrier est mort dans l'explosion et deux autres ouvriers sont en urgence vitale. Cette tragédie frappe tout le monde du travail de notre département." déclare la CGT de Haguenau.

Elle adresse toutes ses condoléances à la famille de l'ouvrier décédé et espère que les deux autres ouvriers pourront rapidement sortir de l'urgence vitale.

La CGT rappelle : "qu'il y a déjà plusieurs années, elle avait alerté de la dégradation des conditions de travail, d'un manque d'investissement et que les règles en matière de sécurité des salariés ne sont plus respectées. Un accident a déjà eu lieu y a quelques années que malheureusement rien n'a changé. De manière générale, en 2025, la CGT alertait sur l'augmentation alarmante des morts au travail dans notre pays. 759 travailleur-ses avaient perdu la vie, à la suite d'un accident du travail en 2023, ce chiffre est porté à 764 pour l'année 2024.

Depuis 2020, ce chiffre ne cesse de grimper, révélant une situation catastrophique et une véritable crise de la sécurité au travail. Ces drames sont le résultat d'un choix politique : celui de sacrifier la santé et la sécurité des travailleur-ses sur l'autel de la rentabilité. La liberté d'entreprendre subordonne toute autre situation y compris la santé-sécurité au travail. Le collectif dénonçant les accidents mortels au travail recense déjà 26 morts au travail depuis le début de l'année 2026 dans notre pays.

Ces dernières années, notre département n'a malheureusement pas été épargné !

4 février 2026 : Un homme meurt bloqué sous un chariot élévateur dans le Bas-Rhin

7 mars 2024 : un ouvrier mourait au technicentre de Bischheim

9 février 2024 : un employé intérimaire de l'entreprise Kauffer's, était écrasé par 600 kilos d'oignons à Brumath...

La CGT revendique une réelle sécurité au travail :

- *Une politique pénale du travail sévère condamnant fermement les employeurs responsables d'accidents graves au travail.

- *L'interdiction de plus d'un niveau de sous-traitance, la suppression du recours à la sous-traitance pour les activités à risques et le renforcement des responsabilités des donneurs d'ordre.

- *La suppression des dérogations pour l'affectation des jeunes à des travaux dits « dangereux ».

- *Le retour des CHSCT dans le secteur privé et la Fonction publique, outil de proximité et de prévention par excellence.

- *Le doublement du nombre d'inspecteur-ices du travail, le renforcement des effectifs de contrôleur-ses des CARSAT.

- *Une meilleure prévention des situations de travail pénible et le départ anticipé en retraite des salarié-es exposés

- *Surveillance accrue de la réelle mise en œuvre des DUERP, seulement 50% des entreprises le mettent en place actuellement."

L'académie de Dijon doit rendre 164 postes, 81 dans le 1er degré dont 33 en Côte d'Or et 83 dans le 2nd degré

L'académie de Dijon doit rendre 164 postes, 81 dans le 1er degré dont 33 en Côte d'Or et 83 dans le 2nd degré.

L'intersyndicale éducation, s'est réunie le lundi 9 mars en assemblée générale ouverte aux délégations des écoles, collèges et lycées, exigeant l'annulation des suppressions de postes et la création des emplois nécessaires afin de baisser les effectifs dans les classes, assurer les remplacements, mettre en place une école réellement inclusive, dans le respect mutuels des savoir, le respect des droits des élèves et des personnels, ainsi qu'une amélioration significative des conditions de travail et de rémunération des AESH et des AED.

Grève au lycée Georges-Brassens à Rive-de-Gier

Les agents d'entretien et de restauration dénoncent un sous-effectif suite à des suppressions de postes au lycée. Une action s'est tenue devant le lycée afin d'alerter la Région au sujet de la situation des agents d'entretien et de restauration dénonçant un sous-effectif.

Stop à l'acharnement contre la CGT chez CMP !

Depuis la création du syndicat CGT chez CMP, Farid secrétaire du syndicat et délégué syndical, ainsi que Jawad membre du bureau du syndicat CGT, subissent un acharnement permanent de la direction : mise en place des consignes et d'objectifs spécifiques, avertissements et mises à pied à répétition rythment leur quotidien.

Face à eux, une direction fermée à tout dialogue constructif, ne respectant pas les injonctions de l'inspection du travail, et tente tout pour discréditer nos militants auprès des salariés. Dernière intimidation en date : notre camarade Farid est convoqué à un entretien disciplinaire pouvant aller jusqu'au licenciement.

Cette situation et l'intensification des pressions, sont inacceptables. La Fédération CGT Commerce et Services, ainsi que l'UD CGT de Seine- Saint-Denis et l'UL CGT du Blanc-Mesnil, condamnent fermement ces attaques répétées et répondront à la hauteur des agressions subies.

La Fédération CGT Commerce et Services, l'Union départementale CGT de la Seine-Saint-Denis et l'Union locale CGT du Blanc-Mesnil ont appelé à un rassemblement le jeudi 12 mars, de 8h30 à 10h devant le siège de CMP.

Licenciement d'un militant CGT à Orléans

Selon la CGT : " la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) de la région Centre Val de Loire se distingue une fois de plus. Alors qu'elle a notamment pour mission la lutte contre les discriminations, un camarade contractuel tout juste embauché depuis janvier, a été convoqué à un entretien en vue de la rupture de sa période d'essai. En cause, ses engagements à la CGT !

Cette rupture intervient suite à sa désignation au bureau du syndicat CGT / TEPF du Loiret. La rupture du contrat est en lien avec les activités syndicales de notre camarade.

OPPOSONS NOUS A CETTE DISCRIMINATION SYNDICALE !

un rassemblement de soutien a été organisé en soutien à ce camarade.

Cdiscount : tout est discount même les salaires !

Grève aux entrepôts de Cdiscount : les salariés réclament davantage de salaires et d'effectifs.

Les salariés de la filiale logistique de Cdiscount se mobilisent après l'échec des négociations annuelles obligatoires. Les ouvriers réclament une revalorisation des salaires, l'augmentation des effectifs et la reconnaissance de leurs jours de carence payés. Les syndicats ont lancé un appel à la grève pour obtenir 150 euros d'augmentation brut et un plan de recrutement.

Eiffage Energie Systèmes Clévia Normandie de Saint-Étienne-du-Rouvray en grève

Les employés du site d'Eiffage Energie Systèmes Clévia Normandie de Saint-Étienne-du-Rouvray ont débrayé et un piquet de grève s'est formé devant les grilles de l'entreprise. Tous se mobilisent suite aux NAO, les négociations annuelles obligatoires tenues en interne « En vingt ans, nos primes ont baissé de moitié. Le groupe a réalisé plus 9,7 % de bénéfices l'an dernier, et nos salaires n'augmentent que de 1,8 %. Il y a quelque chose qui ne va pas là-dedans. ». Au-delà, les salariés dénoncent un climat de travail se dégradant au sein de l'entreprise. « Le baromètre social est en chute libre ! Nos charges de travail augmentent, les départs se succèdent et ils ne sont pas remplacés. Le mois dernier on a eu cinq sorties pour seulement deux rentrées. »

Les habitants aux côtés des soignants afin de défendre le centre hospitalier d'Ancenis-Saint Géréon (Loire Atlantique)

A l'appel du syndicat CGT de l'hôpital d'Ancenis Saint Géréon rejoint par la CFTC, FO et le collectif de soignants « Quel avenir pour le CHEL », plus d'un millier de personnes ont manifesté, samedi 7 mars, dans les rues d'Ancenis, pour défendre l'hôpital d'Ancenis-Saint Géréon (Centre Hospitalier Erdre et Loire CHEL) dont certains services sont menacés de fermeture pour rétablir une situation financière dégradée.

La CGT s'est mobilisée à plusieurs reprises en 2023 dénonçant les prétentions de la Direction du Centre Hospitalier et de l'ARS de fermer les blocs obstétricaux et à terme la maternité. La forte mobilisation a regroupé habitants de la région d'Ancenis et les personnels soignants permettant de faire reculer leurs prétentions et le maintien des blocs et de la maternité.

De nouvelles menaces pèsent sur le CHEL, en première ligne l'activité de chirurgie, de médecin, d'obstétrique et des urgences avec la fermeture de lits et la décentralisation de l'activité vers les gros centres hospitaliers (Nantes, Angers, Cholet) déjà saturés ou vers les cliniques privées avec à la clé des dépassements d'honoraires. A titre d'exemple, en 2025, 240 parturientes devant accoucher au CHU de NANTES ont été dirigées vers d'autres maternités et il a refusé 210 inscriptions faute de places.

Un rapport de la Chambre régionale des comptes⁶ pointe un déficit structurel de l'hôpital d'Ancenis. Ce rapport émet plusieurs recommandations, comme celle de mettre en œuvre **une stratégie de redressement financier** reposant sur des mesures structurelles de réorganisation des activités puis la mise en place **un dispositif formalisé de contrôle interne comptable** et va jusqu'à suggérer un changement de statut du CHEL ([Centre hospitalier d'Erdre-et-Loire](#)) qui passerait de membre d'un « Groupement Hospitalier de territoire Loire Atlantique » en hôpital de proximité, et le ferait sortir de la tarification à l'activité, mais impliquerait la fermeture de la maternité et la fin des actes de chirurgie complexes. Dans cette situation de déficit financier, la variable d'ajustement est majoritairement le personnel, de nombreux établissements de la région dans ce même contexte en ont fait les frais par un « Contrat de Retour à l'Equilibre Financier » imposé par l'ARS.

Fermer ce centre hospitalier aurait des répercussions dramatiques alors même que ce territoire d'Ancenis, « *est caractérisé par une faible proportion d'offre médicale de ville. Le niveau d'accessibilité des soins sur cette zone est inférieur à la moyenne française pour l'accès aux médecins généralistes (...) la densité de sage-femmes libérales par rapport à la population apparaît également inférieure à la moyenne nationale malgré les besoins plus importants, liés à la jeunesse de la population ; le territoire souffre par ailleurs d'un important déficit d'infirmières libérales* » (Rapport de la Cour des Comptes).

Concernant la maternité, la CGT rappelle qu'en 2025, pas moins de 500 naissances ont eu lieu, si les blocs obstétricaux n'avaient pas été partiellement fermés, ce chiffre aurait été beaucoup plus important. La maternité a obtenu la certification IHAB, label témoignant de la qualité des soins, de la sécurité médicale, de la bientraitance et bienveillance des soignants-es de la maternité du centre hospitalier.

Économie

Choc énergétique

La guerre entre l'Iran et les alliés Israël et États-Unis pèse fortement sur les équilibres énergétiques mondiaux. Les navires n'empruntent plus le détroit d'Ormuz et ainsi une artère maritime stratégique pour l'approvisionnement mondial en pétrole (20% du marché mondial) et gaz naturel (25% du marché mondial) est bloquée.

Les marchés ont « réagi » à cette « aubaine » avec une montée des prix très commentée. L'Agence Internationale de l'Energie (AIE) a proposé un déblocage des stocks stratégiques afin d'enrayer cette flambée des prix, dans l'optique de la loi de l'offre et de la demande. Ces hausses, il convient de le noter, sur les marchés ont lieu *avant* qu'un quelconque déséquilibre entre l'offre et la demande ne se fasse ressentir. C'est la sagesse des marchés qui *anticipent*. L'AIE tente d'éteindre ces sombres prédictions par ses annonces de déstockages.

Pour autant, si le conflit se prolonge, il est certain qu'une crise *réelle* ne survienne. A titre d'exemple, les Philippines ont instauré une semaine de travail de 4 jours concernant l'ensemble des services gouvernementaux pour économiser l'énergie. Elles ne semblent pas donner crédit aux affirmations de l'administration Trump d'une guerre courte et victorieuse...

L'Asie est d'autant plus sensible aux effets du blocage du détroit d'Ormuz que l'essentiel de son approvisionnement en pétrole y passe.

D'ailleurs, les dégâts occasionnés par le conflit sur l'infrastructure pétrolière, dont l'étendue exacte est inconnue, pourraient réduire les possibilités d'approvisionnement après la fin des hostilités.

Hormis l'énergie, moins commentée, l'approvisionnement mondial en engrais ou le produit principal servant à produire (le gaz naturel) est également fortement dégradé. Certains experts s'alarment déjà des conséquences sur les productions agricoles, en particulier en Afrique.

A ce jour, la montée des prix des énergies fossiles reste inférieure à celle de 2022 (guerre en Ukraine, reprise économique post covid) mais elle risque de passer d'un motif spéculatif à un motif *réel* de manque d'approvisionnement selon la durée des hostilités et des dégâts provoqués par le conflit.

Nous entrons vraisemblablement dans une période d'inflation plus élevée dans le monde quelque soit, par ailleurs, la dépendance des différents pays à l'approvisionnement effectif en provenance du Moyen Orient puisque le prix pétrolier est un prix « mondial » s'imposant partout y compris chez le premier producteur mondial, les États-Unis.

Pour chaque bombe meurtrière, la bourse de Tel-Aviv grimpe : le capitalisme c'est la guerre

Selon le journal *Le monde*⁷: " Le groupe d'armement israélien Elbit Systems⁸ devient la première capitalisation du pays, dans un contexte de guerre régionale et de hausse des dépenses militaires." La capitalisation boursière du groupe⁹ s'élève en mars 2026 à 37,74 milliards d'euros. Elle était de 8,57 milliards en 2023. Certes le capitalisme et la guerre ont un lien intime¹⁰ ! On trouve au capital, de la société¹¹ au moins deux actionnaires états-uniens. Une partie importante de la production d'armements est exportée. Le marché européen apparaît comme très prometteur pour l'entreprise installée à Haïfa, un port stratégique. *Bloomberg* a annoncé, que des contrats étaient en cours de négociation avec l'Allemagne pour des lanceurs de roquettes construits avec des partenaires européens.

Chine 15^e plan quinquennal

L'Assemblée Nationale Populaire ouverte le 5 mars débat et adopte le 15^e plan quinquennal. En effet, tous les cinq ans à cette même période, Pékin finalise également son plan pour les cinq années suivantes. Celui-ci doit servir de référence à l'orientation donnée à l'économie chinoise tant au plan national que régional et local. Le journal *Les echos* fait observer que ce qu'il nomme une "tradition", apparaît comme une volonté de maîtrise de la

stratégie de développement du pays. L'agence Xinhua écrit dans ce sens : " *Face au court-termisme et à l'incertitude mondiale, les plans quinquennaux de la Chine offrent un rare exemple de continuité stratégique.*"

Avec ce plan, la Chine vise une croissance économique de 4,5 à 5 % pour 2026, année d'ouverture du 15^e Plan quinquennal (2026-2030).

Parmi les autres principaux objectifs figurent un taux de chômage urbain d'environ 5,5 %, plus de 12 millions de nouveaux emplois urbains, une augmentation de l'indice des prix à la consommation (IPC) d'environ 2 %, une croissance des revenus personnels en phase avec la croissance économique, un équilibre de base de la balance des paiements, une production céréalière d'environ 700 millions de tonnes et une réduction d'environ 3,8 % des émissions de dioxyde de carbone par unité de produit intérieur brut (PIB).

A plus long terme, le 15^e plan quinquennal définit des objectifs structurels plus larges. Au cours des cinq prochaines années, la Chine espère maintenir la croissance de son PIB dans une fourchette appropriée, les taux de croissance annuels devant être déterminés à la lumière des conditions réelles. La Chine prévoit une augmentation annuelle moyenne d'au moins 7 % des dépenses nationales de R&D et envisage une réduction totale de 17 % des émissions de dioxyde de carbone par unité de PIB entre 2026 et 2030, indique le rapport. La Chine propose également d'augmenter la valeur ajoutée des principales industries de l'économie numérique à 12,5 % du PIB et l'espérance de vie à 80 ans. Le plan s'appuie sur les résultats solides de la période du 14^e plan quinquennal (2021-2025). Le PIB de la Chine a augmenté à un taux annuel moyen de 5,4 %, atteignant 140.190 milliards de yuans (environ 20 000 milliards de dollars) en 2025. Cette année-là, 12,67 millions de nouveaux emplois urbains ont été créés, la production céréalière a atteint 715 millions de tonnes. Le bien-être de la population a atteint un nouveau niveau, indique le rapport. Le revenu disponible par habitant a augmenté à un taux annuel moyen de 5,4 %, plus de 60 millions d'emplois urbains ont été créés et l'espérance de vie a atteint 79,25 ans.

Paris : non à la privatisation de la gestion de la piscine de Château Landon

Les syndicats CGT, UNSA, FO et CFTC s'opposent catégoriquement à la mise en gestion privée de la piscine Château Landon (Paris 10^{ème}) à sa réouverture dans quelques mois. Les syndicats lancent une pétition contre cette privatisation¹².

Limoges, les salariés d'Alinéa inquiets face à la nouvelle offre de reprise

Le jeudi 5 mars 2026, le groupe roumain SDC a proposé une nouvelle offre de reprise d'Alinéa, jugée indigne par les salariés. L'enseigne d'ameublement est en redressement judiciaire depuis novembre 2025. L'offre de SDC s'engage à reprendre l'enseigne mais prévoit de supprimer la moitié des emplois, soit plus de 500 postes sur les 1.200 salariés que l'enseigne compte actuellement partout en France. Un tiers des 28 employés de Limoges menacés. Depuis mi-février ils ont déployé une banderole devant leur magasin afin de dénoncer les "*mille emplois sacrifiés*" par la famille Mulliez, détentrice d'Alinéa.

Volkswagen 50.000 suppressions d'emplois

Le constructeur automobile Volkswagen a vu ses bénéfices chuter de moitié en 2025 dans un contexte de concurrence accrue, de ralentissement du marché chinois et de tensions commerciales. Le leader automobile européen a atteint un résultat opérationnel de 8,9 milliards d'euros, contre 19,1 milliards en 2024... pour un chiffre d'affaires en baisse de 0,8 %, à 321,9 milliards d'euros. Face à cette "*dégradation de ses résultats*", comprendre pas assez de profit pour les actionnaires. Le constructeur accélère son programme d'économies et prévoit jusqu'à 50.000 suppressions d'emplois en Allemagne d'ici à 2030, contre 35.000 envisagées précédemment. « *Grâce aux conventions collectives et aux mesures de réduction des effectifs, nous avons réussi à réaliser des économies d'environ 1 milliard d'euros au cours de l'exercice 2025, comme prévu* », a souligné le directeur général du groupe, Oliver Blume, dans une lettre aux actionnaires. 15.000 postes supplémentaires supprimés en Allemagne. C'est un emploi sur six disparaissant outre-Rhin chez le constructeur automobile à la fin de ce plan en 2030. Le groupe employant auparavant 300.000 personnes. Volkswagen étudie une diversification dans la défense ! Déjà Renault, Stellantis et d'autres groupes européens ont affiché leur volonté de participer à l'effort collectif...pour de juteux profits.

Nissan dans le rouge.

Après un exercice 2025 se soldant par une perte nette de 4,1 milliards de dollars, celui de cette année est estimé à 4,2 milliards de dollars de perte. Celle-ci est essentiellement constituée de dépréciations d'actifs et de provisions pour un plan de restructuration. Sauver ce qui peut encore l'être dramatise son PDG se disant « *ouvert à tout* », Ivan Espinosa à l'origine du plan drastique afin de restructurer l'entreprise, prévoyant la suppression de 20.000 emplois partout dans le monde. Sept usines et deux studios de design devront fermer leurs portes. Son usine de Rosslyn près de Pretoria en Afrique du Sud sera revendue à une filiale locale du géant chinois Chery! Nissan a aussi cédé son usine de Changzhou en Chine. Dans un entretien au Financial Times, le patron n'écarte aucune

possibilité pour assurer un avenir pérenne à la marque, « y compris celle d'un rachat par un autre constructeur » ajoute-t-il dans la même interview : « Il devient de plus en plus difficile pour les entreprises de notre taille de rester compétitives dans cet environnement. Il faut rester ouvert et flexible. » Pourtant le constructeur automobile japonais affiche un bénéfice au troisième trimestre 2025.

International et Solidarité internationaliste

Université Paris-Saclay : la jeunesse mobilisée contre l'impérialisme et la guerre

Le lundi 19 janvier se tenait une table ronde, organisée par CentraleSupélec (Paris-Saclay), à destination des étudiants de l'école. Plusieurs entreprises y étaient conviées, mais certaines ont suscité l'indignation. En effet, Dassault Aviation et Safran étaient de la partie. Ces entreprises ont, selon un rapport de *Stop Arming Israel*¹³, collaboré avec le génocide à Gaza. La France, second exportateur d'armes au monde, est donc complice du génocide en Palestine, via ces entreprises immorales, n'ayant pour boussole que le profit, au détriment des vies humaines.

Face à cet affront de la part de leur école, les étudiant.es de CentraleSupélec se sont mobilisé.es, estimant la présence de ces entreprises nuisible à l'image de leur école. La quinzaine d'étudiant.es scandait notamment « Dassault, Safran, MBDA, de ces partenariats on n'en veut pas ! ».

Mais cette mobilisation sans débordement n'a pas plu à la direction, puisque six étudiant.es de l'école ont été ensuite [convoqué.es](#) par la direction générale des services et la direction juridique de l'école, les informant qu'une procédure disciplinaire venait d'être ouverte à leur encontre. Cette répression n'est pas un cas isolé. Le samedi 24 janvier, la direction d'Agro-ParisTech de l'Université Paris-Saclay a envoyé les CRS réprimant les étudiants bloquant l'école.

La jeunesse refuse donc de travailler au profit d'entreprises s'enrichissant en semant le chaos et la mort. Cette lutte contre la course à la guerre, s'oppose directement à l'impérialisme, au moment où Trump a attaqué le Venezuela, menace toujours plus Cuba socialiste, et bombarde l'Iran.

La jeunesse se mobilisera toujours face à la répression, l'impérialisme et la guerre !

Le Parti Communiste du Québec solidaire de Cuba

Le mois de février 2026 a été marqué par une intensification des mobilisations de solidarité internationale face à l'escalade de la guerre économique menée par les États-Unis contre Cuba. À la suite du décret du 29 janvier imposant un blocus total sur les approvisionnements en carburant de l'île, plusieurs organisations progressistes et syndicales ont dénoncé une politique visant à asphyxier l'économie cubaine et à provoquer une crise humanitaire.

Le Parti communiste du Canada a appelé le gouvernement canadien à condamner cette agression et à adopter des mesures concrètes afin de soutenir Cuba, alors que les pénuries d'énergie et les coupures d'électricité menacent déjà les services essentiels.

Le **14 mars prochain**, le Mouvement québécois pour la paix organise une soirée de solidarité et de collecte de fonds intitulée **Laissez Cuba vivre !**, afin de soutenir le peuple cubain confronté à des pressions impérialistes croissantes et aux conséquences du blocus économique imposé par les États-Unis. La soirée proposera des interventions politiques et des prestations culturelles dans un esprit de solidarité internationaliste.

1. Depuis janvier, les organisations de solidarité avec Cuba du Québec et du Canada anglophone ont levé plus de 136 000\$;

2. Elles ont envoyé 19 conteneurs (depuis janvier également) remplis de générateurs électriques, matériel médical, produits de première nécessité et denrées non-périssables;

3. Une pétition appelant le gouvernement canadien à condamner la violation répétée du droit international par les États-Unis, à s'opposer à toute intervention dans la zone Caraïbe censée être "zone de paix" et à mettre la pression sur Washington afin que soit levé le blocus criminel asphyxiant Cuba et toute autre mesure coercitive a été signée par plus de 11.000 personnes;

4. Au cours des dernières semaines, les communistes et plusieurs alliés ont organisé d'importantes manifestations, de rassemblements et de conférences. Plusieurs autres sont à venir, notamment autour du 19 mars, journée d'action internationale pour Cuba;

5. Malgré l'absence de liaison directe entre le Canada et Cuba - prétendument à cause du manque de pétrole, mais certainement pour ne pas heurter le comportement caractériel de M. Trump, car un avion peut aisément voler vers Cuba et revenir avec un seul plein - la Brigade de travail volontaire annuelle "Che Guevara" aura lieu et des dizaines de participants pourront se rendre aux célébrations du 1^{er} mai à La Havane.

6. Pour les communistes, défendre Cuba, c'est défendre le socialisme. Ainsi, aucune mauvaise raison de défendre Cuba, sa souveraineté et son droit à choisir son mode de développement. C'est pourquoi nous participons activement au sein d'organisations de solidarité avec Cuba, lesquelles impliquent différents acteurs de tout horizon. Permettre à Cuba, à son peuple et à ses représentants légitimes (bien plus que les nôtres d'ailleurs) de

vivre, c'est à la fois une question d'humanité, de souveraineté, de respect du droit international, mais aussi de défendre le socialisme. Si Cuba a besoin du monde aujourd'hui, le monde a eu, a, et aura toujours besoin de Cuba. Difficile de s'imaginer ce qu'une contre-révolution imposée par Washington à La Havane représenterait pour le monde, mais se rappeler celle de Moscou il y a 35 ans - nous en payons d'ailleurs toujours les frais très chèrement - suffit à nous faire comprendre que le monde serait bien plus barbare sans Cuba socialiste. C'est pourquoi nous travaillons sur deux fronts : la défense de Cuba coûte que coûte avec toutes les forces à notre disposition au sein d'organisations de masse, mais aussi sur le renforcement de notre Parti notamment à travers la mobilisation d'une alliance anti-impérialiste et anti-monopoliste car, comme le rappelait le Che : *"la meilleure manière d'aider la Révolution cubaine, c'est de faire la Révolution chez soi."*

Algérie : quand la charité patronale tente de masquer l'injustice sociale¹⁴

Chaque année, au mois du Ramadhan, le même spectacle indécent se répète. Les patrons et leurs organisations se découvrent une âme charitable. Les entrepôts deviennent, le temps d'une mise en scène soigneusement orchestrée, des théâtres de la « solidarité ». Des piles de couffins sont alignées, les logos bien visibles, les caméras braquées, les publications programmées. On distribue quelques denrées de première nécessité, on serre des mains, on immortalise l'instant. Puis on retourne aux affaires. Ce paternalisme d'un autre âge, maquillé en générosité, ne trompe plus grand monde. Car ceux qui reçoivent ces colis ne sont pas des assistés tombés du ciel. Ce sont les travailleurs, les chômeurs, les retraités aux pensions dérisoires bref, celles et ceux qui, par leur labeur quotidien, produisent les richesses accaparées par une minorité. Les mêmes mains acceptant aujourd'hui un couffin sont celles qui, hier encore, faisaient tourner les machines, coulaient le béton, récoltaient les fruits, nettoyaient les bureaux, assuraient les services. Sans elles, aucune entreprise ne prospère. Sans elles, aucun chiffre d'affaires ne grimpe. Mais que reçoivent-elles en retour ? Des salaires qui peinent à suivre l'inflation. Des contrats précaires. Des droits syndicaux entravés. Des licenciements abusifs. Une protection sociale fragilisée. Et lorsque la situation devient intenable, on leur offre un colis alimentaire estampillé du logo de l'entreprise qui, toute l'année, rogne sur leurs acquis. Ce que l'on présente comme un geste de pitié ou de responsabilité sociale relève en réalité d'une opération de blanchiment moral. On exhibe la charité pour mieux dissimuler l'injustice structurelle. On parle de « *solidarité* », mais on refuse obstinément d'augmenter les salaires. On invoque les « *valeurs* » du Ramadhan, mais on s'oppose aux revendications légitimes des travailleurs. On distribue quelques sacs de semoule pendant que l'on concentre les profits et que l'on transfère les charges sur la collectivité. Il faut le dire clairement : la pauvreté n'est pas une fatalité divine. Elle est le produit de choix économiques et politiques. Elle est le résultat d'un système socialisant les pertes et privatisant les gains. Dans ce système, le travail crée la richesse, mais le capital la confisque. Et lorsque l'écart devient trop visible, on tente de le combler par des gestes symboliques, hautement médiatisés, qui n'entament en rien les rapports d'exploitation. La véritable solidarité ne se photographie pas. Elle ne se réduit pas à une distribution saisonnière. Elle s'incarne dans des salaires décents, dans la stabilité de l'emploi, dans le respect des droits syndicaux, dans une fiscalité mettant à contribution ceux qui profitent le plus. Elle suppose une redistribution effective des richesses et une reconnaissance concrète de la dignité du travail. Ce dont les classes populaires ont besoin, ce n'est pas d'aumône, mais de justice. Ce n'est pas de compassion ponctuelle, mais de droits garantis. Ce n'est pas de charité paternaliste, mais d'égalité réelle. Tant que les travailleurs continueront à produire sans bénéficier équitablement des fruits de leur labeur, les couffins de Ramadhan resteront le symbole d'une hypocrisie sociale soigneusement emballée. En ce mois de spiritualité et de partage, rappelons une évidence : la dignité ne se distribue pas en colis. Elle se conquiert par : la lutte collective, l'organisation, l'exigence d'un autre modèle économique où la richesse nationale profite à celles et ceux qui la créent. C'est à cette cohérence-là que l'on reconnaît la sincérité. Le reste n'est que mise en scène.

Solidarité de la FSM avec les mineurs turcs

Déclaration de solidarité du 6 mars 2026 de la FSM avec les mineurs de Polyak Madencilik Sanayi en Turquie. La FSM exprime sa solidarité sans faille avec les justes revendications et luttes des mineurs de Polyak Madencilik Sanayi ve Ticaret A.S. en Turquie, qui ont cessé la production suite au changement d'employeur par le biais d'un transfert d'actions de l'entreprise. Ils exigent le versement régulier et ponctuel des salaires, l'annulation de tous les licenciements, des conditions de travail sûres et saines, puis le respect des obligations contractuelles et légales de l'entreprise. Le mouvement syndical international de classe, les membres et sympathisants de la FSM, se sont unis sans réserve aux travailleurs en lutte dès le premier instant, exigeant la satisfaction immédiate et inconditionnelle de leurs justes revendications. Nous sommes solidaires des 1.243 travailleurs en lutte et saluons la satisfaction partielle de leurs revendications, fruit de leur combat collectif et acharné. Nous réaffirmons notre solidarité en soutenant leurs revendications restantes, notamment la garantie d'emplois pour tous et des conditions de travail dignes et sûres. Les mineurs de Polyak et l'ensemble de la classe ouvrière en Turquie et dans le monde peuvent toujours compter sur le soutien et la solidarité de la FSM et de ses

centaines de syndicats affiliés, représentant plus de 105 millions de travailleurs dans 134 pays sur les cinq continents.

Grève des marins en Grèce

Le 5 mars, les marins de tous types de navires ont entamé une grève de 24 heures suite à une décision de leurs syndicats. Leur principale revendication était la mise en œuvre immédiate de toutes les mesures nécessaires afin d'assurer le rapatriement en toute sécurité des marins bloqués dans la zone de guerre. Alors que la colère gronde et que des centaines de familles attendent anxieusement des nouvelles de leurs proches pris au piège du conflit, cette grève a marqué un tournant dans la lutte contre les politiques criminelles du gouvernement et des armateurs. Actuellement, 85 marins grecs et 325 navires se trouvent dans le seul nord du détroit d'Ormuz, tandis que des milliers d'autres sont bloqués au large. Dans le même temps, les bombes s'abattent sur la région et les vivres à bord des navires s'épuisent, mais aucune information ne parvient à éclaircir la situation, le ministère n'ayant fourni aucune donnée permettant d'établir une communication. Dans une déclaration, le secrétaire général du Comité central du KKE, Dimitris Koutsoumbas, a souligné : *" Nous soutenons la grève des marins qui, avec leurs syndicats, luttent pour protéger des vies humaines face aux profits des armateurs. Des centaines de leurs collègues sont bloqués dans le golfe Persique à cause de la responsabilité du gouvernement et des armateurs, tandis que le ministère de la Marine marchande se contente de recommander aux armateurs de prendre des mesures afin de garantir la sécurité des marins. Or, les armateurs n'ont rien à perdre. Leurs navires sont assurés, tandis que les marins risquent leur vie. Une fois de plus, le manque de discernement de l'État bourgeois est flagrant : il peut immédiatement envoyer des frégates et des avions répondant aux besoins de l'OTAN, mais refuse de planifier et d'organiser le rapatriement des marins. Le gouvernement doit assurer sans délai le retour de tous les marins pris au piège de cette guerre ! "*

Venezuela : le Parti Communiste dénonce la main mise des États-Unis sur le pétrole

Dans son éditorial du 22 février¹⁵, le journal du Parti Communiste du Venezuela dénonce la main mise des États-Unis sur le pétrole vénézuélien : *"Donald Trump gouverne le Venezuela. La direction du Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV) s'est transformée en un conseil d'administration, apparemment très efficace pour servir les intérêts de Washington. En quelques jours, un siècle de pensée nationaliste pétrolière a été balayé, et Petróleos de Venezuela (PDVSA), autrefois symbole de souveraineté, est devenue un simple exécutant de la Maison Blanche. Chris Wright, secrétaire à l'Énergie de Trump et nouveau protecteur de l'industrie pétrolière vénézuélienne, a déjà effectué sa première inspection. Avant lui, nul autre que John Ratcliffe, directeur de la CIA. Il ne s'agit pas de gestes diplomatiques, mais d'une mise en scène de tutelle."* L'article conclut : *" Si l'agression militaire était un chant de sirène vulgaire présenté comme une solution à la crise politique et sociale vénézuélienne, croire aujourd'hui que Trump restaurera la dignité des travailleurs est une dangereuse illusion. L'impérialisme n'envahit pas pour émanciper les peuples, mais pour garantir ses profits. Il ne vient pas sauver les salaires ni renforcer les droits des travailleurs, mais pour s'assurer des ressources stratégiques et des marges bénéficiaires. Certes l'impérialisme américain constitue la machine de guerre la plus sophistiquée de la planète. Mais il est tout aussi vrai que des forces révolutionnaires, populaires et véritablement démocratiques peuvent encore mener des combats politiques décisifs. L'histoire n'est pas figée. Reprendre le contrôle du destin national et le rendre au peuple vénézuélien demeure une tâche possible – et urgente."*

Tahiti : Le groupe OPT (Office des postes et Télécommunication à l'arrêt)

Les agents ont rejoint le mouvement de manière à soutenir les revendications portées par les syndicats. La rencontre aura duré à peine 10 minutes entre les dirigeants et les représentants syndicaux. Plusieurs points sont au cœur des négociations. Les syndicats dénoncent notamment des objectifs de performance jugés inatteignables, des primes non attribuées, mais aussi ce qu'ils considèrent comme un manque de respect envers les représentants du personnel. Après Tahiti, le mouvement de grève est également suivi de près dans les îles. Des agents des Marquises, des Tuamotu et des Australes se mobilisent aussi. Plusieurs entités du groupe sont concernées, notamment ONATI, VINI, Fare Rata et Marara Paiement. Aux Tuamotu, sur les 35 agences 31 sont fermées. Aux Marquises 11 agences fermées sur les 13 au total. Aux Australes 5 agences et 4 fermées. Aux ISLV, la majorité des agences sont fermées.

Le Parti Communiste Irakien condamne l'agression américano-israélienne contre l'Iran et réaffirme sa solidarité avec le peuple iranien¹⁶

" Le Parti communiste irakien condamne la campagne militaire américano-israélienne en cours visant le territoire iranien et la considère comme une dangereuse escalade, à un moment où la voie de la négociation permettrait d'offrir des alternatives diplomatiques susceptibles d'épargner aux pays de la région les conséquences désastreuses d'une escalade destructrice. Cette agression flagrante ne constitue pas seulement une atteinte à la

sécurité régionale ou une violation manifeste du droit international. Elle représente avant tout une nouvelle étape dans le projet du soi-disant « Nouveau Moyen-Orient », visant à anéantir la cause palestinienne et à imposer une domination militaire, politique et économique sur les pays de la région, leurs populations et leurs ressources par la force brutale..."

Débat National sur :

" Réindustrialisation : un combat de classe vital pour le changement de société"
samedi 21 mars 2026 à 14h00 au Maltais Rouge à Paris. 40 Rue de Malte, 75011 Paris,
métro République ou Oberkampf)

La Brochure préparatoire au débat est disponible sur commande et auprès des militants Communistes

Bon de commande à retourner à :

Parti Révolutionnaire Communistes 27 boulevard Saint Martin 75003 Paris

Nom :

Prénom :

Adresse :

Nombre de brochures :

Facultatif : adresse mail

Pour nous aider à diffuser notre brochure et le résumé ecosoc, vous pouvez faire un don en adressant un chèque libellé à l'ordre du : Parti Révolutionnaire Communistes à l'adresse ; Parti révolutionnaire Communistes, 24 boulevard Saint Martin 75003 Paris

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :
Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement

Devenez correspondant du résumé Ecosoc.

Envoyez nous les infos sur les luttes dans votre entreprise ou service

1 <https://www.wftucentral.org/8-mars-journee-internationale-de-lutte-des-femmes-les-femmes-de-la-fsm-contre-la-guerre-imperialiste-leconomie-de-guerre-et-l'exploitation/?lang=fr>

2 <https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/3803-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-266-du-12-fevrier-2026> ;

<https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/3797-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-265-du-05-fevrier-2026> ;

<https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/3777-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-263-du-22-janvier-2026>

3 Un article de Mehdi Rah paru dans Alger Républicain <https://www.alger-republicain.com/Quand-la-charite-patronale-tente-de.html>

4 <https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/3835-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-269-du-05-mars-2026>

5 <https://www.lamarseillaise.fr/social/la-cgt-d-ales-alerte-sur-la-situation-de-l-emploi-MH19785696>

6 Rapport du 9 septembre 2025

7 https://www.lemonde.fr/international/article/2026/03/06/avec-l-industrie-de-l-armement-israelienne-la-bourse-de-tel-aviv-au-beau-fixe_6669749_3210.html

8 https://fr.wikipedia.org/wiki/Elbit_Systems

9 <https://companiesmarketcap.com/fr/elbit-systems/capitalisation-boursiere/>

10 Les résultats d'Elbit s'inscrivent dans une tendance plus globale de la Bourse de Tel-Aviv. Sur les douze derniers mois, le principal indice, qui agglomère 35 sociétés, a progressé de 75 %

11 <https://www.zonebourse.com/cours/action/ELBIT-SYSTEMS-LTD-56592588/societe/>

12 https://www.change.org/p/non-a-la-privatisation-de-la-piscine-ch%C3%A2teau-landon-paris-10%C3%A8me?cs_tk=A9F8JM9KEoR5RcPuqmkAAxicyyNvYQEABF8BvDI0YTIyZTY3MWUyNjk3N2VhODA1ZGVmMTI4MzRhYWY5NjJiNWNINzZhYTE5MTIhODY3NjA4MzY2NDk0MTc1ODc%3D&utm_campaign=ab8a123afc574e8cafb92c028438df5d&utm_content=auto_aa_ml_digest_sunrise_v3_b_v1_4_0&utm_medium=email&utm_source=auto_aa_ml&utm_term=cs

13 <https://stoparmingisraelfrance.noblogs.org/>

14 Un article de Mehdi Rah paru dans Alger Républicain <https://www.alger-republicain.com/Quand-la-charite-patronale-tente-de.html>

15 <https://prensapcv.wordpress.com/2026/02/22/editorial-venezuela-under-foreign-tutelage/>

16 <https://www.solidnet.org/article/Iraqi-CP-Condemns-U.S.Israeli-Aggression-on-Iran-and-Reaffirms-Solidarity-with-the-Iranian-People/>

© Copyright